



Edition 2006

Entreprise primée dans la catégorie fiscalité

Citigroup Inc.

Siège principal :	New York, USA (Citigroup comprend entre autres la Citibank, le Diners Club et Banamex)
Chiffre d'affaires/bénéfice 2004 :	US\$ 113 milliards/US\$ 17 milliards
Secteur :	Services financiers
Propriétaire(s) :	Entreprises cotées en bourses ; un des principaux actionnaires est le prince saoudien Al Walid Ibn Talal, neveu du Roi Fahd (décédé) et premier investisseur étranger aux USA
Nb. d'employés :	2004 : 300'000 personnes
CEO :	Charles O. (Chuck) Prince III
Participant au WEF 2006 :	oui
Proposé pour le Public Eye Award par :	Tax Justice Network, Londres, UK

Résumé

Citibank, filiale de Citigroup, est la plus grande banque privée qui ne soit pas suisse. Elle a aidé des individus et des entreprises fortunés, des dirigeants corrompus et des criminels à soustraire discrètement leurs avoirs au fisc en le faisant sortir de leur pays. Dans bien des cas, l'argent a été coulé à flots dans les nombreuses sociétés *offshore* du Citigroup situées dans les paradis fiscaux. Pour le Tax Justice Network, un comportement éthique supposerait que Citigroup cesse son aide à ceux qui cherchent à se soustraire aux impôts ou à blanchir de l'argent.

Caractéristiques du comportement reproché

L'exemple du Nigeria

Depuis 1988, la Citibank gère des comptes secrets pour la famille du dictateur nigérien Abacha. Lorsque deux des fils Abacha ont voulu déposer 150 millions de dollars auprès de la Citibank à Londres, personne ne s'est apparemment préoccupé de savoir d'où venait cet

argent. En outre, lorsque les autorités ont commencé à surveiller les opérations financières du dictateur, la banque a conseillé aux fils de transférer leur argent ailleurs.

L'exemple de la Russie

Selon un rapport du U.S. Government Accountability Office (GAO), le Citigroup et la Commercial Bank de San Francisco ont accepté plus de 1 milliard de dollars de la part de sociétés ayant leur siège à Delaware/USA. Il s'agissait en fait d'entreprises « fantômes » dont le seul but était de sortir de l'argent de Russie pour le placer aux Etats-Unis. Ces entreprises ont reçu l'argent de brokers russes en Europe de l'Est, au service d'entreprises ou de personnalités russes. Selon le GAO, le but de ces transferts était soit d'échapper au fisc, soit de blanchir de l'argent provenant du crime organisé.

L'exemple de l'Argentine

En 2001, l'Argentine ne pouvait plus rembourser ses emprunts publics en respectant les délais fixés. Pour cette raison, les comptes en banque ont été gelés. Il s'en est suivi des manifestations de masse à l'encontre du gouvernement. Les analystes relient cette crise financière à l'évasion fiscale massive, de même qu'à la corruption. Une partie de l'argent ainsi soustrait à l'Etat a été blanchi par deux banques établies aux Îles de Cayman et aux Bahamas. Ces deux banques géraient des comptes auprès de la Citibank.

L'exemple Enron

La Citibank a fondé l'entreprise commerciale Delta Corp. dans les Îles Cayman. Il s'agit d'une société « fantôme » qui servait au groupe états-unien actif dans le domaine de l'énergie, Enron, entre temps mise en faillite, à faire apparaître des millions de dollars comme transactions commerciales alors qu'il s'agissait de simples transferts financiers. Enron faisait à chaque fois des paiements anticipés à la Delta Corp. pour la livraison de marchandises ou pour des services qui ne furent ensuite jamais effectués. De cette manière, 4,8 milliards de dollars n'apparurent jamais dans les livres de comptes d'Enron.

Conséquences

Les agissements du Citigroup ont contribué à soustraire des sommes considérables au fisc de nombreux Etats et en particulier à aggraver la dette de divers pays en développement. Ainsi, le dictateur Abacha a volé env. 5 milliards de dollars au Nigeria, en même temps qu'il chargeait son pays de milliards de dettes. Aujourd'hui, 70 millions (sur 130 millions) de Nigériens vivent dans la pauvreté.

Avec l'effondrement de l'entreprise Enron, environ 21 000 personnes ont perdu leur emploi. Les services sociaux ont perdu 24 millions de dollars qui font maintenant défaut au système de la sécurité sociale. En Argentine, l'ampleur de la fraude fiscale et de l'évasion fiscale via les centres financiers offshore, de même que la corruption d'agents publics, est évaluée à 10 milliards de dollars.

Etat actuel

Citigroup est représenté par d'innombrables filiales dans les paradis fiscaux tels que les Bahamas, les Iles Cayman ou encore au Luxembourg et en Suisse. Un premier pas vers l'adoption d'une attitude éthique correcte serait, pour le Tax Justice Network, que l'entreprise renonce dans le futur à ouvrir des filiales dans de tels paradis fiscaux.

Informations supplémentaires et liens :

- www.taxjustice.net